

L'école d'ingénieurs de Caen se défend

BFMTV

3 minutes

Rentrée pour le moins sulfureuse à l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen (Ensi). Depuis quelques jours, la polémique enfle autour de chansons estudiantines jugées "sexistes" et "dégradantes". Début septembre, le bureau des élèves de l'Ensi a diffusé dans les couloirs de l'école un bréviaire de chansons paillardes. "J'vais pouvoir niquer ta sœur", "si tu résistes je te fist", "bois d'alcool pendant que j'te viole", sont autant de paroles crues et violentes qui ont scandalisé un groupe d'élèves en échange, originaires du Brésil. Outrés, ils ont immédiatement alerté l'école. La direction pensait résoudre le problème en interne, en convoquant les responsables du Bureau des élèves.

"Culture du viol"

Mais ce vendredi, les chants ont refait surface sur les réseaux sociaux. Publiés sur le [compte Instagram "tasjoui"](#), les extraits ont suscité près de 6.000 réactions en à peine deux jours. Le post pointe du doigt "les 'chansons' qui se chantent encore dans certaines écoles d'ingénieurs françaises", et accable la direction qui aurait d'abord rejeté toute responsabilité face aux élèves offusqués. Une vague d'indignations numérique s'est alors abattue sur l'Ensi Caen, lui reprochant de ne pas avoir condamné la "culture du viol".

L'Ensi "contre tout propos sexiste"

Accablée par l'afflux de commentaires sur les réseaux sociaux, la direction a finalement "réaffirmé sa position contre tout propos sexiste ou dégradant", dans un communiqué publié ce samedi sur Twitter. Elle a assuré que, contrairement aux rumeurs, des mesures avaient rapidement été prises. Les responsables du Bureau des élèves ont d'ailleurs été reçus le lundi 10 septembre, garantit la direction.

À cette occasion, elle leur a rappelé "l'interdiction formelle de diffuser des textes pouvant porter atteinte à la dignité et au respect des personnes", sous peines de sanctions disciplinaires. Elle a également exigé qu'ils adressent un "message électronique d'excuses à l'ensemble des étudiants et des enseignants", se défend-elle.

La direction affirme par ailleurs avoir rencontré les étudiantes à l'origine de l'alerte et garantit qu'elles se sentent "parfaitement intégrées", espérant ainsi mettre fin aux rumeurs et à la polémique relancée par les réseaux sociaux.